Pour publication immédiate : 20/05/2015 **GOUVERNEUR ANDREW M. CUOMO**

À titre indicatif : GOUVERNEUR CUOMO : Enough is Enough sur les agressions sexuelles sur les campus

Ce matin, Newsday a publié une tribune du Gouverneur Andrew M. Cuomo détaillant sa proposition de loi Enough is Enough pour lutter contre les agressions sexuelles sur les campus universitaires. La proposition de loi du Gouverneur étend la politique et les protections déjà adoptées par SUNY aux universités de l'ensemble de l'Etat et assure que les 1,2 million d'étudiants de l'Etat sont protégés par des procédures et directives complètes et uniformes, notamment le consentement exprès et l'accès aux forces de l'ordre.

La tribune peut être consultée ici. Le texte complet est inclus ci-dessous :

Une épidémie d'agressions sexuelles sur les campus universitaires se propage dans tout le pays et ce qui est scandaleux, l'Etat de New York a plus d'écoles qui font l'objet d'enquêtes pour des violations possibles de la loi fédérale en matière de réponse à la violence sexuelle et de plaintes de harcèlement que les autres Etats.

Des milliers d'étudiants sont touchés par les agressions sexuelles, la violence domestique, la violence dans les fréquentations et le harcèlement chaque année. Mais ce qui est souvent autant préjudiciable pour les victimes que le crime lui-même est la pratique de certains responsables universitaires qui tentent de passer sous silence les signalements d'agressions sexuelles par crainte de la mauvaise publicité qui pourrait nuire à l'image de leur institution si les forces de l'ordre étaient appelées à enquêter.

Au lieu de cela, les agressions sexuelles sont souvent traitées de façon inappropriée comme des problèmes disciplinaires de campus avec des conséquences minimes pour les agresseurs. Selon une enquête de 2010 du Centre de l'intégrité publique (Center for Public Integrity), seulement 10 à 25 pour cent des étudiants reconnus responsables d'agression sexuelle ont été expulsés de façon permanente du campus. Mais les

agressions sexuelles ne sont pas seulement des violations des règles du campus, ce sont des crimes et elles doivent être traitées comme tels.

Aujourd'hui, moins de 5 pour cent des viols de femmes dans les universités sont signalés aux forces de l'ordre. Et, selon les statistiques du Bureau de Justice, seulement 16 pour cent des étudiantes victimes de viols et d'agressions sexuelles ont reçu une aide de la part des services d'aide aux victimes.

Les enquêtes sur les campus sont manifestement limitées, la formation du personnel et les ressources ne sont pas adaptées, et il manque des politiques et protocoles. Si la police n'est pas engagée, et les associations de services d'aide aux victimes ne sont pas engagées, alors, qui va venir en aide aux victimes, et nous débarrasser de ces auteurs de crimes sur nos campus ? En tant qu'Etat, nous devons faire mieux.

Bien que les agressions sexuelles sur les campus ne soient pas un problème isolé de l'Etat de New York, il s'agit d'un problème que l'Etat de New York peut permettre de résoudre. Et comme l'Etat de New York l'a fait souvent, nous pouvons renverser la tendance sur une question nationale dont de nombreuses personnes ne veulent pas même reconnaître l'existence.

Nous prenons déjà des mesures dans l'Etat de New York. Nous avons travaillé avec les responsables de l'Université de l'Etat de New York et des experts extérieurs pour développer une politique à l'échelle de SUNY que nous souhaitons maintenant étendre au-travers d'une proposition de loi, à toutes les facultés et universités de l'Etat. Nous appelons notre effort Enough is Enough parce que c'est exactement ce que nous voulons dire.

Inspirée du programme de SUNY, la proposition de loi exigerait que toutes les facultés et universités de l'Etat de New York, publiques et privées mettent en œuvre des politiques et procédures uniformes de réponse et de prévention liées à la violence sexuelle et interpersonnelle, notamment les agressions sexuelles, la violence domestique, la violence dans les fréquentations, et le harcèlement.

Nous appelons cette proposition de loi Enough is Enough (Assez c'est assez), parce que c'est ce que nous voulons dire. Il s'agit de justice et d'équité.

Cette mesure indique que lorsqu'un étudiant signale aux responsables du campus qu'il a été agressé sexuellement, il doit être informé de ses droits et sur les ressources qui existent pour lui. Les étudiants doivent savoir qu'ils ont le droit de signaler l'agression à la police. Alors que cela peut sembler évident, de nombreux cas sont désormais traités par la sécurité du campus. Et l'orientation de la sécurité du campus, qui travaille pour l'administration de l'université, est souvent de traiter le problème en interne de façon à

ce qu'il ne devienne pas public et ne ternisse pas la réputation de l'université.

Cette loi créerait une définition à l'échelle de l'État du consentement exprès comme un accord clair, sans ambigüité et volontaire entre les participants pour s'engager dans une activité sexuelle spécifique. Nous avons besoin d'une définition uniforme du consentement exprès, pour que, si une plainte est déposée, il y ait une norme à utiliser pour les juger.
Enough is enough permet de prendre les mesures suivantes :

- Une politique d'amnistie à l'échelle de l'État, pour assurer que les étudiants signalant des incidents d'agression sexuelle ou d'autres faits de violences sexuelles bénéficieront de l'immunité sur certaines violations des politiques de campus, telles que l'usage de drogue et d'alcool.
- Une Déclaration des droits des victimes/survivants de violences sexuelles, que les campus devront distribuer à tous les étudiants afin d'informer en particulier les victimes de violences sexuelles sur leurs droits légaux et la manière d'avoir accès aux ressources appropriées.
- Des exigences de formation pour les administrateurs, le personnel, et les étudiants, notamment lors de l'orientation des étudiants, l'information des étudiants sur leurs droits et les ressources qui existent pour eux et la manière dont l'université répondra aux signalements d'agression sexuelle, de violence domestique, de violence dans les fréquentations, et de harcèlement.
- Des évaluations au moins deux fois par an du climat du campus documentées par des enquêtes d'étudiants anonymes avec les résultats publiés en ligne.
- Des options de dévoilement confidentiel et de confidentialité dans les contestations judiciaires pour les dépôts de déclarations, notamment une notification en langage simple aux étudiants sur les lois en matière de confidentialité et de respect de la vie privée, et une liste des ressources confidentielles qui existent pour les étudiants.

Nous avons le soutien de plusieurs institutions privées, notamment l'Université de Syracuse, qui a adopté une politique similaire, mais qui adoptera Enough is Enough une fois que cette proposition deviendra loi.

Mais certaines universités privées ont prétendu qu'elles étaient trop différentes en taille, portée et composition, pour être soumises à une politique unique. Elles devraient noter que nous avons déjà mis en oeuvre ces politiques à SUNY, qui dessert plus de 463 000 étudiants. Cela fonctionne pour les réseaux les plus divers du pays et donc, fonctionnera pour d'autres universités.

Enough is Enough assurerait que tous les étudiants de toutes les universités de l'Etat de New York ont les mêmes protections avancées que SUNY a adoptées l'an dernier.

J’offre cette proposition de loi en tant que gouverneur et père envoyant ses trois filles – deux à l’université et une qui est en passe d’y aller – dans le monde pour qu’elles se forment. Il s’agit d’un enjeu personnel pour moi et il devrait l’être pour nous tous.

Si elle était adoptée par la Législature de l’Etat, cette proposition serait la loi la plus stricte sur les agressions sexuelles sur les campus de la nation. Je suis très fier de cette distinction parce que nous protègerons nos étudiants dans notre Etat mieux que tous les autres Etats. Mais je crois que les autres Etats suivraient, parce que si nous pouvons changer le débat sur les agressions sexuelles sur les campus dans l’Etat de New York, nous pouvons le changer dans toute la nation.

###

Des informations complémentaires sont disponibles sur www.governor.ny.gov
État de New York | Executive Chamber | press.office@exec.ny.gov | 518.474.8418